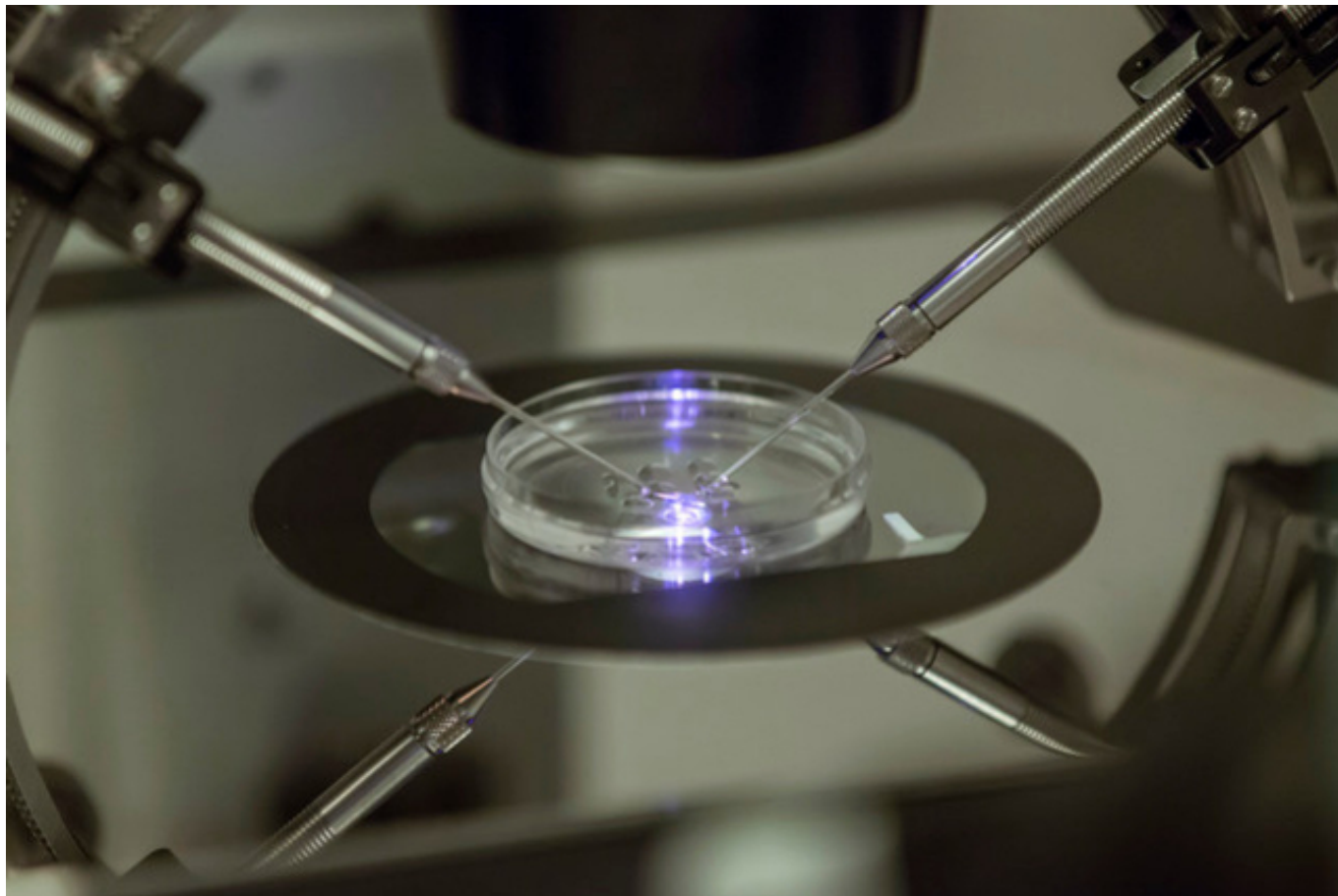


Nos évêques rappelleront-ils la caractère transgressif de toute PMA ?

Author : Maximilien Bernard

Categories : [Culture de Vie](#), [En Une](#), [Perepiscopus](#), [Points non négociables](#)

Date : 16 septembre 2017



Mgr **Pierre d'Ornellas**, Archevêque de Rennes et chargé des questions bioéthiques pour les évêques de France, est interrogé dans l'édition du 15 septembre 2017 de La Croix, à propos de l'élargissement de la PMA (procréation médicalement assistée). Il ne rappelle pas que le principe même de l'assistance médicale à la procréation par fécondation *in vitro* est condamné par l'Eglise en ce qu'il dissocie l'union des époux et la procréation et qu'elle réduit l'être humain à un simple matériel, jetable, sélectionnable (les embryons produits *in vitro* qui présentent des défauts sont systématiquement écartés). Ne sont évoqués que les arguments sur le besoin d'un enfant d'avoir un père, la filiation, le risque de légalisation de la GPA. La fabrication de bébé en éprouvette semble acceptée, pourvu qu'il ait un papa et une maman... :

Que répondez-vous à l'argument évoqué par la secrétaire d'Etat qui considère cette ouverture de la PMA aux femmes seules et couples de femmes comme une « justice sociale » destinée à

mettre fin à une « forme de discrimination à l'égard des femmes lesbiennes et célibataires » et à « l'inégalité » entre celles qui ont les moyens financiers de recourir à des PMA à l'étranger et celles qui ne les ont pas ?

L'argument est faible et dangereux. Ne sera-t-il pas discriminatoire d'ouvrir la PMA pour les couples de femmes et de fermer la GPA aux hommes ? Avec cette seule considération, on est conduit à favoriser l'exploitation des femmes par la GPA. Quelle contradiction ! Et puis, vous savez, l'Avis du CCNE contient plus de questions non résolues qu'un simple blanc-seing, sans compter le clivage mis au jour par le refus de onze de ses membres.

*Comment percevez-vous la teneur des débats à venir, **Emmanuel Macron** ayant pourtant promis « un débat apaisé » ?*

Le débat sera apaisé s'il va au fond des questions éthiques et si tous s'accordent pour dire que le vrai sujet est la filiation des enfants dont l'intérêt est « primordial ». Ce mot de l'ONU, ratifié par la France, doit être accepté par tous. Un tel débat exige du temps et des informations fiables. Or le CCNE dit qu'elles n'existent pas. Or, il s'agit de rien de moins que la conception d'un enfant ! Quelles valeurs anthropologiques sont engagées dans un tel acte ? Les considérer dans leur amplitude avec sagesse et précaution et leur donner un cadre protecteur est la seule attitude politique responsable qui sera appréciée des français.

Selon vous, quels sont les points qui posent le plus problème dans cette pratique médicale ?

Instituer légalement l'absence du père. Commettre une grave injustice vis-à-vis des enfants. Faire du corps médical des techniciens chargés d'assouvir les désirs des uns et des autres, alors qu'il a vocation à soigner et accompagner les personnes effectivement malades. Qui payera les actes de tels techniciens ? Enfin – et le CCNE le note aussi – risque de déstabiliser tout notre système bioéthique en raison d'une possible organisation d'un marché concurrentiel de sperme.